

BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

Missions pour le quinquennat

Garantir l'accès à des soins de qualité partout sur le territoire

Rester en bonne santé tout au long de sa vie

Les actions en quelques mots

« Ma Santé 2022 »

Priorité prévention

L'accès aux soins pour tous

Libérer du temps médical et redonner des marges de manœuvre aux projets portés par chaque territoire

En finir avec les déserts médicaux

Rester en bonne santé tout au long de sa vie

Les mesures concrètes

PRÉVENTION : RESTER EN BONNE SANTÉ TOUT AU LONG DE SA VIE

Vaccination : extension des obligations vaccinales du nourrisson à 11 maladies (janvier 2018) ; vaccination contre la grippe par les pharmaciens en officine (expérimentation 2018-2019 dans 4 régions puis généralisation sur la prochaine campagne de vaccination 2019-2020) et par les infirmiers libéraux (septembre 2018)

Tabac : augmentation moyenne de 1€ sur les cigarettes et de 2€ sur le tabac à rouler, avec l'objectif d'avoir un prix de paquet à 10€ d'ici novembre 2020 (mars 2018) ; remboursement des traitements de substitution nicotinique par l'assurance maladie (mai 2018)

Enfants/jeunes : 20 consultations obligatoires de 0 à 18 ans prises en charge à 100% par l'assurance maladie (mars 2019) ; service sanitaire centré sur la prévention et la promotion de la santé pour tous les étudiants en santé (juin 2018)

Santé sexuelle : prise en charge d'un préservatif par l'assurance maladie (décembre 2018) ; mise en place d'une consultation obligatoire sur la santé sexuelle pour tous les jeunes de 15 à 18 ans (mars 2019)

Personnes âgées : consultation médicale obligatoire au passage à la retraite (2019)

Alimentation : déploiement du Nutriscore ; activité physique adaptée ; feuille de route obésité

Environnement : obligation de surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les crèches, écoles maternelles et élémentaires (janvier 2018) ; stratégie nationale contre les perturbateurs endocriniens (janvier 2019) ; lancement de la feuille de route sur la chlordécone dans les Antilles (mai 2019) ; lancement des travaux du plan « Mon Environnement, Ma Santé » (janvier 2019)

700 000 vaccinations contre la grippe

faites par les pharmaciens depuis 2018 ; passage de 93,1% à 98,6% de la couverture de la vaccination hexavalente

-1,6 million de fumeurs quotidiens

en 2 ans

49 000 étudiants en santé

concernés par le service sanitaire en 2019

63% des élèves ont été formés aux gestes de 1^{er} secours

sur l'année scolaire 2017-2018 (+ 15%)

GARANTIR L'ACCÈS À DES SOINS DE QUALITÉ PARTOUT SUR LE TERRITOIRE

100% santé : prise en charge intégrale des frais dentaires, d'optique et d'audioprothèse (100% santé optique en janvier 2020 et 100% santé dentaire et audiologie en janvier 2021)

Plan « Ma Santé 2022 » (18 septembre 2018) :

Retrouver du temps médical utile : suppression du numerus clausus (rentrée 2020) ; 4000 assistants médicaux (d'ici 2022) ; infirmiers en pratique avancée (1ères sorties d'école en septembre 2019); rôle renforcé des infirmiers et pharmaciens dans la délivrance de médicaments (loi santé) ; extension du cumul emploi-retraites (2018 et 2019) ; extension du dispositif de médecin adjoint (loi santé)

Une offre de soins en proximité : montée en puissance des incitations à l'installation en zone sous-dense (dès automne 2017) ; indemnité supplémentaire de 300€ pour les maîtres de stage ; prime de 200€/mois pour les internes en stage en zone sous-dense (novembre 2018) ; 1000 communautés professionnelles territoriales de santé (d'ici 2022) ; 2000 structures d'exercice coordonné conventionnées (maisons de santé pluri-professionnelles – d'ici 2022) ; 500 à 600 « hôpitaux de proximité » (d'ici 2022)

Numérique/télémédecine : prise en charge par l'assurance maladie de téléconsultation (septembre 2018) et télé-expertise (février 2019) ; lancement du dossier médical partagé (septembre 2018), qui sera intégré dans un espace numérique personnel en santé (tous les Français auront accès à un bouquet de services numériques personnels) ; 21 lauréats de l'appel à projet du « Health Data Hub » (avril 2019 – toutes les données de santé seront collectées dans une plateforme pour accélérer l'accès au bon traitement)

Baisse de 200€ par oreille

du reste à charge pour les prothèses auditives à partir du 1^{er} janvier 2019

Dégel de 415 millions d'€ de crédits pour les établissements de santé

(décembre 2018)

Allocation de 50 millions d'€ supplémentaire

pour la psychiatrie (décembre 2018)

Meilleure campagne tarifaire depuis 10 ans

en 2019 (arrêt de la baisse des tarifs)

10 700 médecins maîtres de stage

(+ 14% entre 2018 et 2019)

3 200 étudiants en médecine ou en dentaire

ayant bénéficié du contrat d'engagement de service public (CESP – soit +10% par an)

Multiplication par 7 du plafond d'exonération

pour le cumul emploi-retraite des médecins en zones sous-denses

300 infirmiers en pratique avancée

en formation depuis septembre 2018

3 millions de consultations médicales libérées

pour les patients d'ici 2022 (équivalent de 800 médecins généralistes) grâce aux délégations de tâches (infirmiers en pratique avancée, vaccination par les pharmaciens)

700 téléconsultations

par semaine remboursées depuis fin 2018

À retenir sur les 12 derniers mois

Ma Santé 2022 : lancement du plan en septembre 2018

100% santé : lancement en juin 2018 pour un « reste à charge zéro » sur les frais dentaires, d'optique et d'audioprothèses

Plan priorité prévention : lancement du plan en mars 2018, actualisation en mars 2019

L'impact du grand débat sur notre action

Garantir une proximité dans l'accès aux soins et l'accès aux services publics : demande forte d'accès aux soins sur tous les territoires et d'une présence des services publics de proximité (CAF, CPAM)

Les priorités pour 2019

Garantir une protection sociale du 21^{ème} siècle : réforme des retraites (système universel, minimum contributif – rapport en juillet 2019) ; loi de programmation sur l'autonomie et le grand âge (projet de loi en conseil des ministres en novembre 2019)

Prévention : poursuite des efforts de vaccination (vaccination en pharmacie partout en France – septembre 2019), santé sexuelle (lancement des campagnes de dépistage VIH, hépatites virales et IST ; expérimentation d'un « PASS préservatif » - automne 2019) ; addictions (« zéro alcool pendant la grossesse » - septembre 2019) ; plan de prévention de maladies (endométriose, diabète - 2019)

Maladies : améliorer la prise en charge de maladies fréquentes à prise en charge spécifique (endométriose, diabète de type 1, soins palliatifs, obésité)

Bioéthique : réviser la loi de bioéthique (Conseil des ministres de fin juillet)

Garantir l'accès à des soins de qualité partout sur le territoire : vote du projet de loi sur l'organisation et la transformation du système de santé (2019)

solidarites-sante.gouv.fr